

Regard sur l'**E**conomie et les **E**ntreprises **L**yonnaises

Février 2019

Cadrage national et régional	2
L'emploi salarié	3-4
Les intentions d'embauche	4
<i>Focus : Les implantations de l'Aderly en 2018</i>	5
Le chômage	6
Les intentions d'embauche	7
Les difficultés des entreprises procédures collectives, délais de paiement	8
L'immobilier d'entreprise et le logement neuf	9
Zooms sectoriels	10-15

SYNTHÈSE

L'économie lyonnaise poursuit sa création de richesses et d'emplois. Dans un contexte international d'incertitudes, marqué en France par le mouvement des gilets jaunes, le climat des affaires lyonnais reste favorable dans l'industrie tout comme dans les services, même s'il se situe à un niveau moindre qu'à l'été. Les créations d'emplois sont toujours dynamiques, avec 12 800 emplois créés dans la Métropole de Lyon en un an, principalement dans les services aux entreprises, l'industrie et la construction. Les transactions immobilières ont atteint en 2018 des records, sur le marché des bureaux comme sur celui des locaux industriels et mixtes. Les défaillances d'entreprises sont au plus bas depuis 2009. Les nouvelles implantations accompagnées par l'Aderly sont porteuses d'emploi, avec 2 500 postes programmés à trois ans.

Le taux de chômage diminue pour s'établir à 8,9 % dans la Métropole de Lyon. La situation du marché du travail reste cependant préoccupante, alors que le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une nouvelle hausse en fin d'année.



Note méthodologique

Un indicateur du climat des affaires (ICA) permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

Des incertitudes sur le plan international

Le deuxième semestre 2018 a été marqué par un ralentissement de la croissance dans les pays européens, et notamment en Allemagne. L'Insee estime que l'activité des principaux pays de la zone euro « serait proche de son potentiel » : le rattrapage économique suite aux récessions passées serait en voie d'être achevé et la croissance ne bénéficierait plus de cet effet de rattrapage. Le contexte international est également marqué par un certain nombre d'incertitudes (Brexit, tensions budgétaires en Italie, tensions protectionnistes aux Etats-Unis...) et en France par le mouvement des « gilets jaunes ».

Mais un climat conjoncturel favorable en France

Selon la Banque de France, la France résiste plutôt mieux au ralentissement que d'autres pays de la zone euro, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) estimée à +1,5 % en 2018 et une prévision de croissance identique en 2019. Après s'être dégradé à la fin de l'année 2018, le climat des affaires calculé par l'Insee se stabilise en janvier 2019 et reste au-dessus de sa moyenne de longue période. L'Insee précise que l'économie française reste dans un climat conjoncturel favorable.

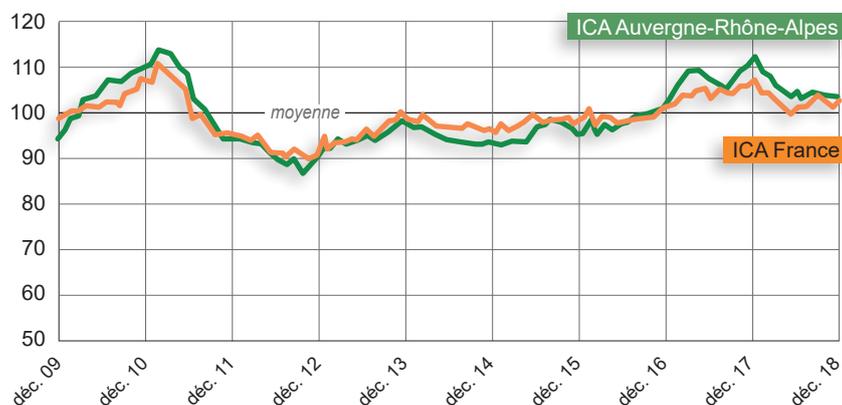
Des entreprises relativement confiantes

Au niveau régional, le climat des affaires mesuré par la Banque de France est toujours favorable et au-dessus de sa moyenne de long terme, mais il enregistre depuis quelques mois une baisse qui semble se confirmer (cf. graphiques). Dans l'industrie, un certain retour à la norme semble se dessiner : utilisation des capacités de production conforme à la moyenne de long terme, carnets de commande bien remplis mais moins profonds, moindres créations d'emplois après une année 2017 particulièrement favorable sur ce plan. Dans les services, la dernière partie de l'année 2018 a été moins dynamique, avec des effets assez importants des tensions sociales et du mouvement des « gilets jaunes » sur le transport routier et l'hébergement-restauration.

L'enquête annuelle de la Banque de France dresse un constat plutôt optimiste pour l'année 2019. Les entreprises interrogées se disent confiantes sur les perspectives de croissance de leur activité.

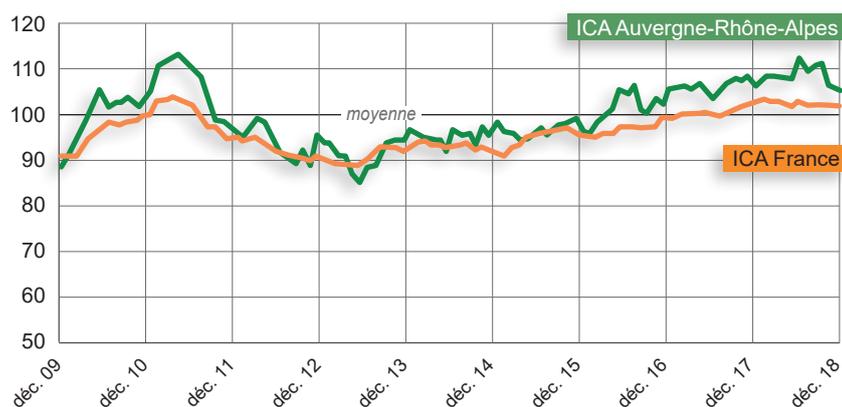
L'enquête régionale de la CCI confirme un bilan de l'année 2018 favorable, après une année 2017 jugée exceptionnelle : une entreprise interrogée sur deux déclare un chiffre d'affaires en hausse en 2018 et seulement un quart une baisse. Les secteurs les plus porteurs sont le tertiaire tourné vers les entreprises et l'industrie, ainsi que les entreprises exportatrices. Le commerce de détail se trouve moins bien orienté. Les perspectives pour le premier semestre 2019 sont teintées d'incertitude : si les projets d'investissement et de recrutement restent nombreux, la confiance dans la situation économique générale se réduit et les difficultés d'embauche freinent le développement de l'activité.

Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



Source : Tendances régionales, Banque de France, décembre 2018

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



Source : Tendances régionales, Banque de France, décembre 2018

Principales sources d'information de ce numéro

- Banque de France. Tendances régionales : la conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes. Décembre 2018
- Insee. Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes, n°16. Janvier 2019
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes. Suivi de la conjoncture économique. Janvier 2019
- Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) du Rhône. Enquête Avisé.
- Pôle Emploi. Les chiffres clés du chômage Métropole de Lyon. Janvier 2019
- Urssaf Rhône-Alpes. StatUR n°14. Janvier 2019
- Insee. Note de conjoncture nationale. Décembre 2018
- Presse nationale et locale

L'emploi salarié total

Une reprise des créations d'emplois dans le Rhône

La circonscription départementale du Rhône compte 894 510 emplois salariés au troisième trimestre 2018. Près de 72 % de ces emplois relèvent du secteur marchand, 28 % du secteur non marchand (incluant la fonction publique).

Le Rhône enregistre une nette reprise de la création d'emplois au troisième trimestre (+0,5 % par rapport au trimestre précédent), plus vive que celle enregistrée en Auvergne-Rhône-Alpes et en France (+0,1 %), après deux trimestres plus modérés.

Sur un an, le Rhône a créé 13 890 emplois, soit une hausse de 1,6 % : la plus forte augmentation départementale au sein de la région, dont la croissance atteint 0,8 % sur un an.

1 130 emplois créés dans l'industrie en un an

Dans le Rhône, tous les secteurs contribuent à la croissance de l'emploi sur un an : le tertiaire marchand principalement (+8 330 emplois, en hausse de 2,2 %), mais aussi l'intérim (+2 000 emplois, +5,8 %), la construction (+1 900 emplois, +4,2 %) et l'industrie (+1 130 emplois, +1,1 %). L'industrie est particulièrement dynamique localement (+0,8 % sur un an), alors que l'emploi est stable au niveau national (+0,1 % en France).

Le secteur tertiaire non marchand enregistre une très faible hausse dans le Rhône (+0,3 % en un an, soit 770 emplois supplémentaires), alors qu'il recule au niveau régional. La fin des contrats aidés explique en partie ces résultats.

Définitions

Champ : emploi salarié total, y compris les salariés de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Données corrigées des variations saisonnières, provisoires pour le dernier trimestre

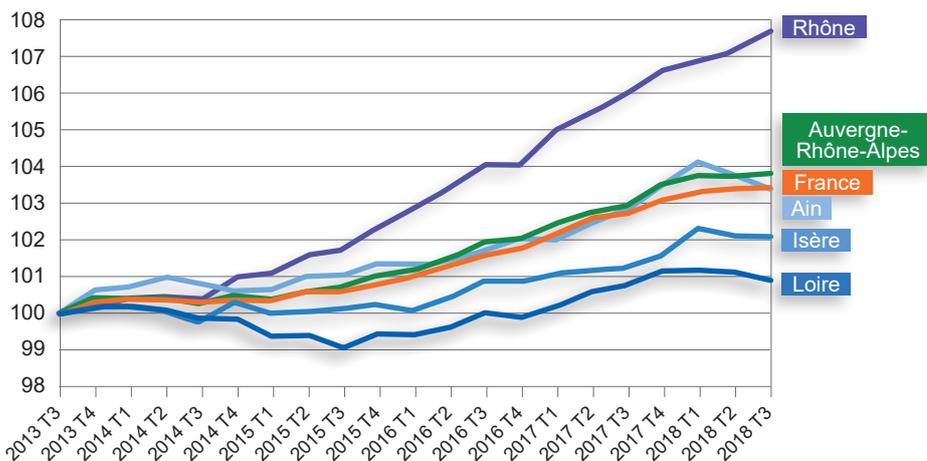
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Avertissement : depuis juin 2018, le champ a été élargi aux salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données d'emploi estimées présentées ici ne doivent donc pas être comparées à nos précédentes publications.

Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

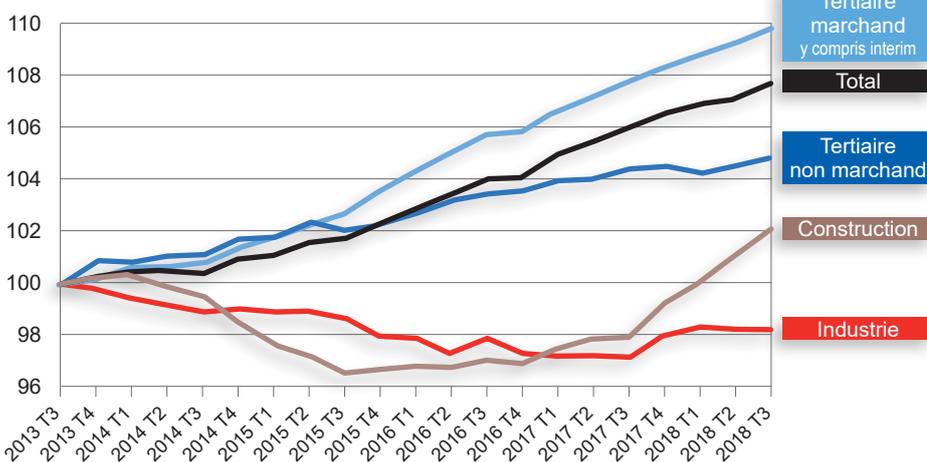
A l'exception du Rhône, tous les départements enregistrent un recul de l'emploi au troisième trimestre 2018, pour le deuxième trimestre consécutif : -0,1 % en Isère, -0,2 % dans la Loire, -0,4 % dans l'Ain. La progression des emplois est donc assez limitée sur un an, allant de +0,1 % dans la Loire (soit +340 emplois) à +0,6 % dans l'Ain (+1 090 emplois) et +0,8 % en Isère (+3 770 emplois).

Evolution de l'emploi salarié depuis cinq ans (en indice base 100 au 3^e trimestre 2013)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données corrigées des variations saisonnières

Evolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône depuis cinq ans (en indice base 100 au 3^e trimestre 2013)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données corrigées des variations saisonnières

Note méthodologique

Avertissement

Les données à l'échelle de la Métropole de Lyon sont fournies par l'Urssaf Rhône-Alpes. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel mais exclut les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. Le champ de l'Urssaf diffère donc de celui de l'Insee (emploi public, emploi à domicile...) : les données ne doivent pas être comparées.

Périmètre : Métropole de Lyon

Une forte croissance sur un an

Les établissements du secteur privé de la Métropole de Lyon emploient 583 400 salariés au troisième trimestre 2018. Sur un an, la croissance des effectifs salariés atteint 2,2 % (soit 12 775 postes en plus par rapport au troisième trimestre 2017), un rythme nettement supérieur à celui de la région Auvergne-Rhône-Alpes (+1,3 %) et à celui de la moyenne nationale (+1,1 %). Un ralentissement est cependant noté au dernier trimestre, avec en particulier un net recul du nombre d'emplois dans les services aux particuliers, le transport-logistique et le commerce de détail.

L'industrie progresse nettement

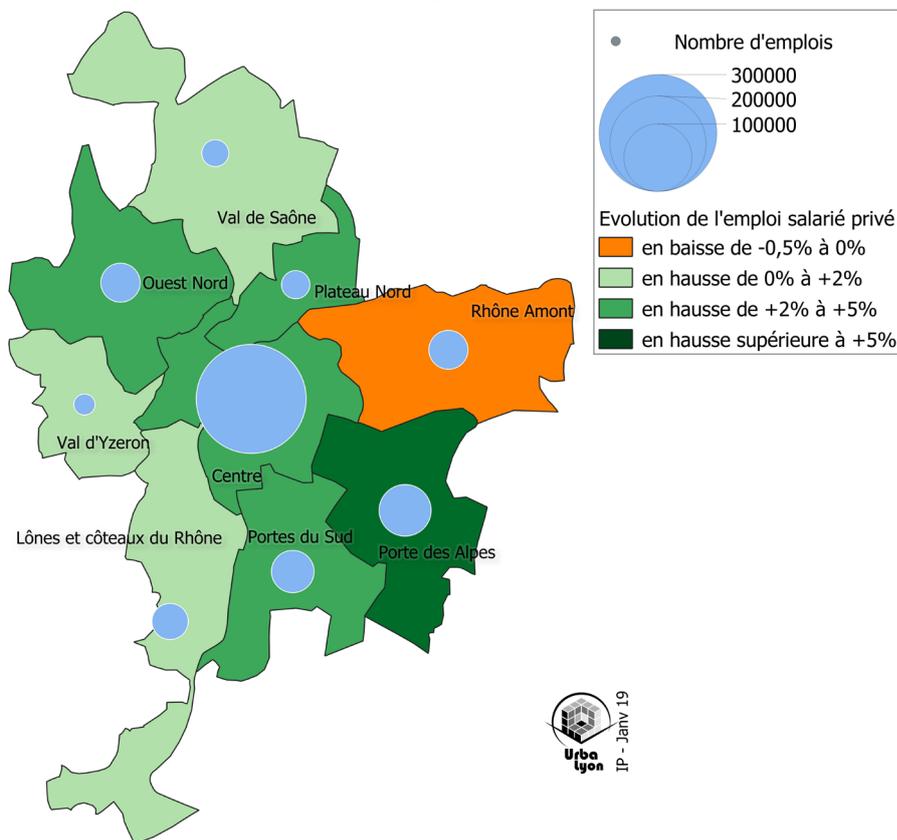
Tous les secteurs d'activité enregistrent une progression de l'emploi sur un an. La plus forte hausse en volume concerne les services aux entreprises, qui représentent 38 % des effectifs salariés au sein de la Métropole de Lyon : 6 920 postes supplémentaires (soit +3,2 % sur un an). L'industrie et le BTP enregistrent de belles croissances, avec chacun 1 420 postes en plus (soit respectivement +1,9 % et +4,3 % sur un an).

Porte des Alpes particulièrement dynamique

Les territoires de la Métropole de Lyon évoluent de façon contrastée. Le Centre, qui accueille 52 % des effectifs salariés, évolue dans la moyenne métropolitaine (+2,1 %), de même que Portes du Sud et Ouest Nord. Deux territoires enregistrent une progression faible (Val d'Yzeron et Val de Saône) et un territoire est en retrait (Rhône Amont), du fait de pertes d'emplois dans plusieurs secteurs d'activités (transport-logistique, industrie, services aux entreprises).

A l'inverse, deux territoires connaissent une forte augmentation des effectifs salariés depuis un an : Plateau Nord (+2,9 %) et surtout Porte des Alpes (+5,9 %). Le premier en raison d'une hausse de l'emploi marquée dans les services aux entreprises, le second grâce à de vives progressions dans le BTP, le transport-logistique et les services aux entreprises.

Les effectifs salariés dans la Métropole de Lyon au 3^e trimestre 2018



Les implantations de l'Aderly en 2018



Une nouvelle progression des implantations

Au cours de l'année 2018, l'Aderly a accompagné l'implantation de 116 nouvelles entreprises en région lyonnaise. Ce nombre est en forte progression par rapport à 2017, avec 13 entreprises supplémentaires (+13 %). Le nombre d'emplois générés bat un nouveau record, avec 2 550 emplois programmés à trois ans (+18 %). Les deux implantations les plus importantes en termes d'emplois sont Helpline à Lyon (infogérance, 400 emplois) et Cdiscount à Andrézieux-Bouthéon (e-commerce, 200 emplois).

Les entreprises s'implantent majoritairement sur le territoire de la Métropole de Lyon (97 entreprises, dont 77 pour la seule ville de Lyon). Le Rhône a accueilli sept implantations, Saint-Etienne Métropole six implantations.

Sept implantations venant de Chine

Avec 44 % des implantations, la part des entreprises à capitaux étrangers reste sensiblement la même que l'an passé en valeur relative mais progresse significativement en valeur absolue avec 51 implantations étrangères (51 vs 47). Comme en 2017, le grand international dépasse l'Europe, avec 28 implantations. L'année 2018 a ainsi vu l'arrivée de sept entreprises venant de Chine, dont le premier centre de recherche et développement hors de Chine du concepteur de drones Ehang, mais aussi de cinq des Etats-Unis et quatre du Canada.

Les implantations en provenance d'Europe sont également en hausse (23 nouvelles entreprises). Les principaux pays européens investisseurs sont l'Allemagne (sept implantations), l'Italie, la Belgique et la Suisse (quatre implantations chacun).

Les secteurs d'excellence renforcés

Les services et le tertiaire représentent le plus grand nombre d'implantations en 2018, avec 43 nouvelles entreprises annonçant 762 créations d'emplois. Les activités sont variées, des services analytiques de l'américain Charles River (62 emplois annoncés) à l'entreprise sociale de recyclage et valorisation de déchets Ecomégot (5 emplois).

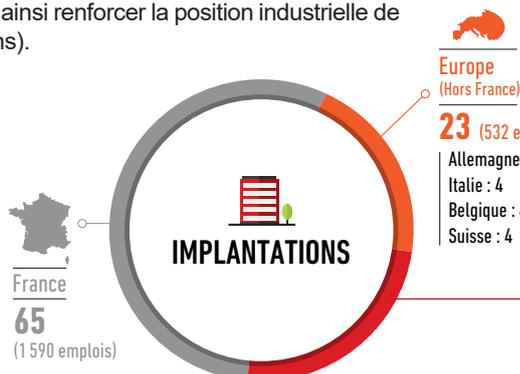
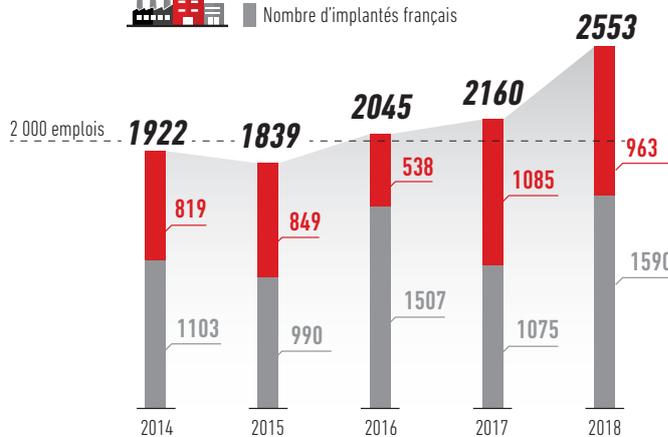
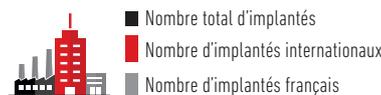
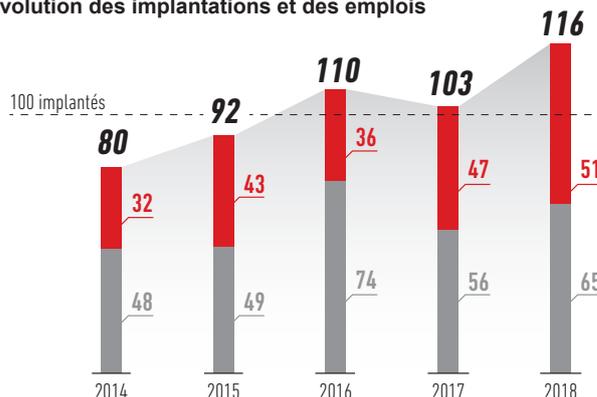
Les secteurs d'excellence de la Métropole de Lyon se renforcent : numérique (33 entreprises et 893 emplois), cleantechs (8 entreprises et 291 emplois), sciences de la vie (10 entreprises et 277 emplois). La future usine de vaccins de l'Allemand Boehringer Ingelheim à Jonage (110 emplois) et l'extension du centre de recherche et développement du chimiste belge Solvay à Saint-Fons (181 emplois) confirment l'attractivité de la région lyonnaise dans ces secteurs.

Enfin, 22 entreprises implantées relèvent du secteur de l'industrie (contre 15 en 2017), venant ainsi renforcer la position industrielle de Lyon (330 emplois à trois ans).

A propos de l'Aderly

L'Aderly est l'agence pour le développement économique chargée de prospecter et d'accompagner des entreprises dans leur projet d'investissement en région lyonnaise. Depuis sa création en 1974, elle a accompagné l'implantation de plus de 1 300 entreprises. Son territoire couvre la Métropole de Lyon, Saint-Etienne Métropole, les communautés d'agglomération Porte de l'Isère, du Pays de l'Arbresle et de l'Ouest rhodanien, Vienne Condrieu Agglomération, les communautés de communes des Monts du Lyonnais, de la Vallée du Garon et de la Plaine de l'Ain.

Evolution des implantations et des emplois



Europe (Hors France)

- Allemagne : 7
- Italie : 4
- Belgique : 4
- Suisse : 4
- Royaume-Uni : 2
- Espagne : 1
- Irlande : 1



Grand international

- Chine : 7
- États-Unis : 5
- Canada : 4
- Japon : 3
- Brésil : 3
- Inde : 2
- Argentine : 1
- Mali : 1
- Russie : 1
- Tunisie : 1

En savoir plus

Site internet www.aderly.com

Source : Aderly

Définitions

- **Les demandeurs d'emploi de catégorie A** sont des personnes sans emploi inscrites à Pôle Emploi, tenues d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- **Les demandeurs d'emploi de catégorie B et C** sont des personnes tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite (cat. B : moins de 78 heures au cours du mois) ou longue (cat. C : plus de 78 heures au cours du mois).
- **Le taux de chômage** est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.
- **Un chômeur de longue durée** est un actif au chômage depuis plus d'un an
- **DEFM** : Demandeur d'emploi en fin de mois

Périmètre : Métropole de Lyon

Un ralentissement de la hausse en catégorie A

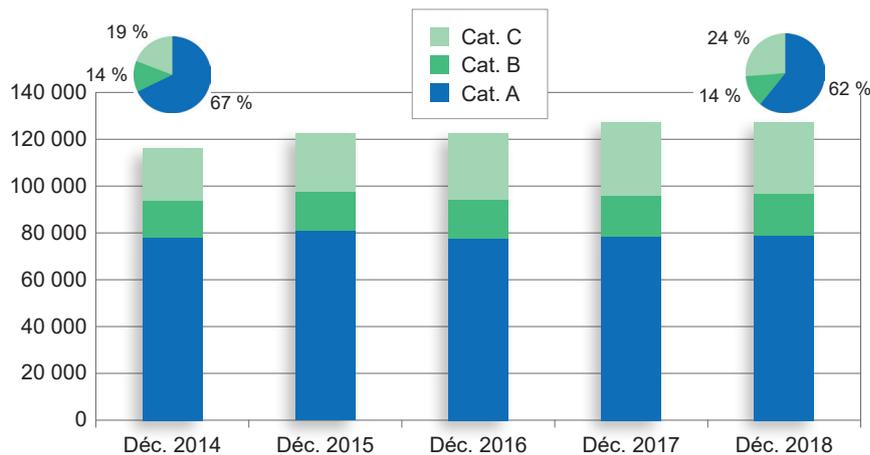
Fin décembre 2018, parmi les personnes inscrites à Pôle Emploi et tenues de rechercher un emploi, 79 580 sont sans emploi (catégorie A) et 49 470 exercent une activité réduite (catégories B et C), soit au total 129 050 personnes dans la Métropole de Lyon. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C augmente globalement de 1,1 %, avec cependant des évolutions différenciées entre la catégorie A (en hausse de +0,6 %) et les catégories B et C (+2,0 %).

Comme au trimestre précédent, l'évolution du chômage est plus favorable au niveau régional, avec une baisse de 0,6 % du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A et quasi-stagnation des catégories A, B et C (+0,3 %). L'évolution est également plus favorable dans les autres territoires de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Les services domestiques, premier métier recherché par les employeurs

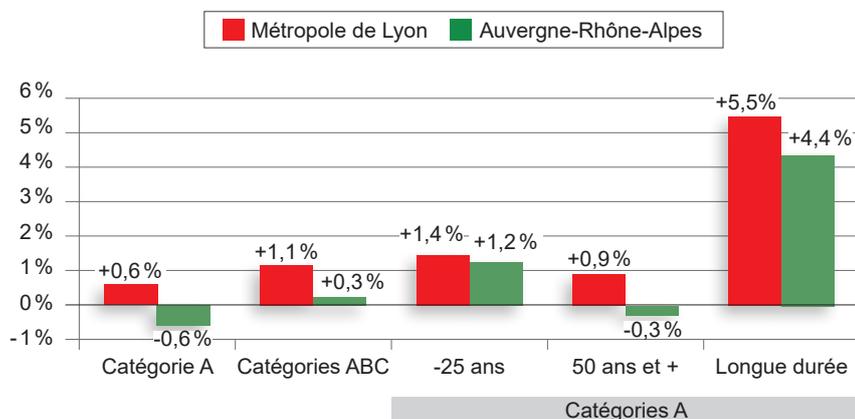
Comme au précédent trimestre, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi dans la Métropole de Lyon enregistre un fort recul (-11,5 % par rapport au 3^e trimestre 2017). Les offres d'emploi « durables » (de plus de 6 mois) représentent les deux tiers de l'ensemble des offres. Les principaux métiers recherchés par les employeurs sont les services domestiques (plus de 10 000 offres collectées, avec cependant seulement 20 % d'offres durables), l'assistance auprès d'adultes (5 700 offres, avec 80 % d'offres durables), la sécurité privée et la comptabilité.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon depuis cinq ans



Source : Pôle Emploi - STMT - Données brutes

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en un an



Source : Pôle Emploi - STMT - Données brutes. Evolution entre décembre 2017 et décembre 2018

Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

Données à fin décembre 2018	DEFM cat. A	DEFM cat. ABC
Métropole de Lyon	79 574 (+0,6%)	129 047 (+1,1%)
Saint-Etienne Métropole	23 592 (-0,4%)	38 914 (-0,4%)
Conseil départemental du Rhône	16 193 (-2,5%)	28 914 (-0,5%)
CAPI	5 784 (-0,1%)	10 139 (-1,0%)
Vienne Condrieu Agglomération	3 944 (-2,1%)	6 562 (-1,9%)

Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes. Evolution entre décembre 2017 et décembre 2018

Fort recul du taux de chômage

Le taux de chômage de la Métropole de Lyon au troisième trimestre 2018 s'établit à 8,9 %, en baisse de 0,5 point en un an, comme au niveau national. Il est supérieur aux taux de chômage respectifs de la zone d'emploi de Lyon (8,2 %), de la région Auvergne-Rhône-Alpes (7,9 %) et de la France (8,8 %).

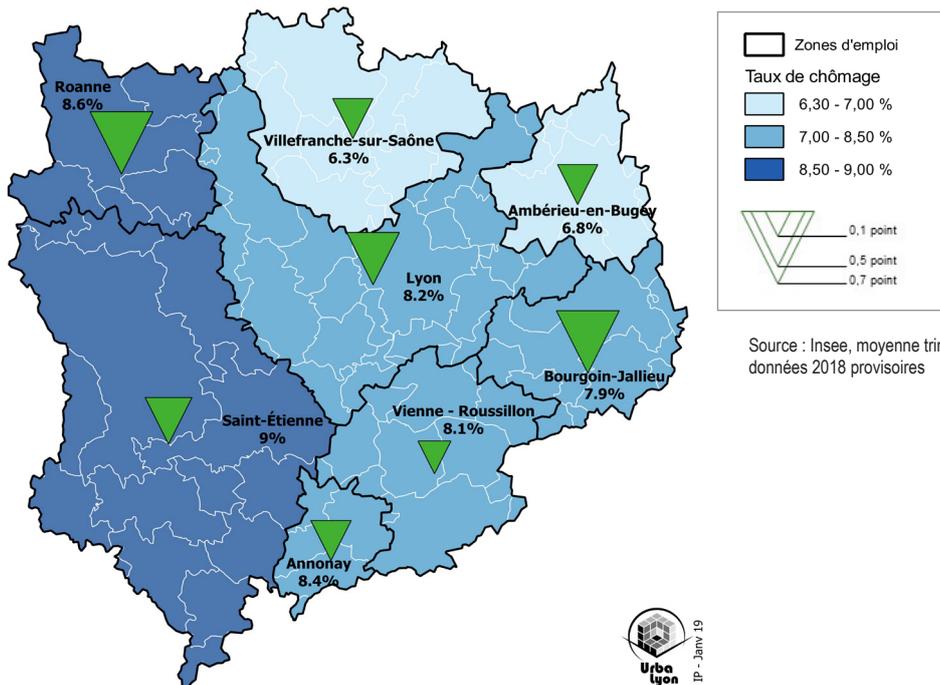
Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

Les huit zones d'emploi formant l'aire métropolitaine lyonnaise enregistrent une diminution de leur taux de chômage depuis un an, comprise entre 0,2 point (Vienne-Roussillon) et 0,7 point (Roanne, Bourgoin-Jallieu). Le taux de chômage le plus faible est enregistré dans la zone d'emploi de Villefranche-sur-Saône (6,3 %), le plus élevé à Saint-Etienne (9,0 %).

Définitions

- Le **taux de chômage** est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.

Taux de chômage par zone d'emploi au 3^e trimestre 2018 et évolution par rapport au 3^e trimestre 2017



Source : Insee, moyenne trimestrielle CVS, données 2018 provisoires



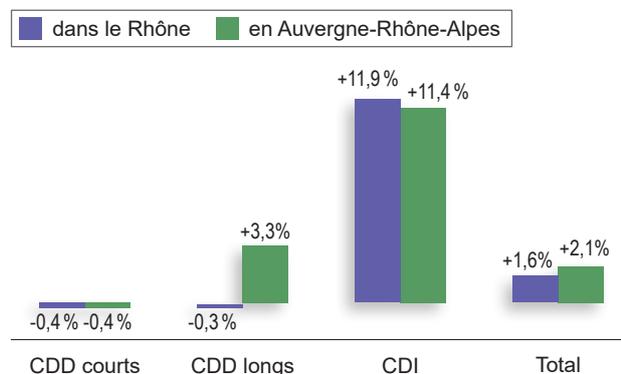
Les intentions d'embauche

Les embauches en CDI progressent vivement

Au troisième trimestre 2018, le nombre de déclarations d'embauche augmente doucement dans le Rhône (+1,6 % par rapport au troisième trimestre 2017). Cette progression est tirée uniquement par les embauches en contrat à durée indéterminée (CDI), qui connaissent une forte hausse (+11,9 %). Les embauches en contrat à durée déterminée (CDD) sont quant à elles au même niveau qu'au troisième trimestre 2017 ; elles représentent 83 % du total des embauches.

Au niveau régional, l'Urssaf indique que la croissance demeure importante dans l'industrie et dans la construction, avec une augmentation des déclarations d'embauche de respectivement +5,9 % et +5,4 % en un an. Elle est plus modérée dans les services (+2,6 %), secteur qui génère 93 % du nombre total de déclarations.

Evolution des déclarations d'embauche au troisième trimestre



Source : Acoiss-Urssaf - Evolution des DPAE entre le troisième trimestre 2017 et le troisième trimestre 2018

Le Rhône concentre 35 % du total des embauches de la région et 38% des embauches en CDI.

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire liée à l'embauche qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

Les difficultés des entreprises

Les procédures collectives

Définitions

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris rétablissements professionnels mais hors résolutions de plans). Ces procédures interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

La **prévention des difficultés des entreprises** passe par deux procédures, le mandat ad hoc (confidentiel) et la conciliation (règlement amiable).

Périmètre : ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Une nouvelle baisse du nombre de procédures

Au cours de l'année 2018, 1 330 jugements ouvrant une procédure collective ont été prononcés par le Tribunal de commerce de Lyon, soit une diminution de 5 % par rapport à 2017. C'est la quatrième année de baisse du nombre de procédures depuis le pic atteint en 2014. 84 % des procédures sont des liquidations judiciaires.

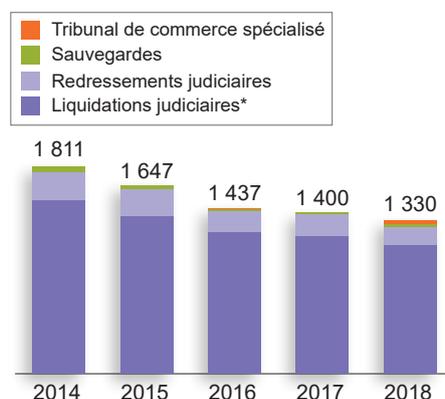
L'activité « Tribunal de commerce spécialisé » concernant les grandes entreprises a été particulièrement intense (depuis

2016, l'examen des procédures des grandes entreprises est confié à 18 tribunaux en France, dont le ressort est alors élargi) : 25 sociétés appartenant à 5 groupes, représentant environ 1 450 salariés. De ce fait, le nombre de salariés concernés par l'ensemble des procédures du Tribunal de Lyon est en forte hausse de 35 % pour atteindre 4 330 salariés.

Les procédures de prévention sont en forte progression, avec en particulier un doublement du nombre de mandats ad hoc et d'ouverture de sauvegardes.

Evolution des procédures collectives

(en nombre d'entreprises, y compris les micro-entrepreneurs)



Source : Tribunal de commerce de Lyon.

* Y compris les rétablissements professionnels

Prévention et procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon

(en nombre d'entreprises, y compris les micro-entrepreneurs)

	2017	2018
Prévention		
Mandats ad hoc	55	109
Conciliations	119	106
Total des procédures	1 400	1 330
Procédures collectives		
Sauvegardes	16	30
Redressements judiciaires	186	161
Liquidations judiciaires*	1 198	1 139
Salariés concernés	3 196	4 328

Source : Tribunal de commerce de Lyon

* Y compris les rétablissements professionnels

Les difficultés de paiement

Définition

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander à l'Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations. La réglementation détermine si ces demandes sont recevables et dans l'affirmative, permet à l'Urssaf, en fonction de la situation de l'entreprise, de décider de l'accord du délai.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole et Rhône)

Moins d'entreprises concernées

Entre septembre et octobre 2018, 334 entreprises du Rhône se sont vu accorder un délai de paiement de la part de l'Urssaf, pour un montant moyen de 11 213 euros. Le nombre d'entreprises enregistre une diminution importante par rapport à la même

période l'année précédente (-45 %), particulièrement dans la construction et le commerce. L'industrie s'inscrit en baisse également (-40 %), contrairement au trimestre précédent. Le montant cumulé des paiements décalés diminue lui aussi fortement (-41 %), dans tous les secteurs. Cette tendance confirme l'amélioration de la situation économique des entreprises et de leur trésorerie.

Suivi des délais de paiement accordés par l'Urssaf dans le Rhône

Données sur trois mois glissants (septembre à octobre 2018)	Nombre	Evolution *	Montant en €		Montant moyen en €
			Evolution *	Montant	
Industrie	46	-40 %	730,6	-15 %	15 883
Construction	36	-54 %	311,5	-50 %	8 653
Commerce	50	-58 %	420,2	-41 %	8 404
Hébergement-restauration	49	-46 %	369,8	-46 %	7 547
Autres services	153	-38 %	1913,3	-46 %	12 505
Total	334	-45 %	3745,3	-41 %	11 213

* Evolutions sur 3 mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente (septembre à octobre 2018 comparé à septembre à octobre 2017)

Source : Acoiss - Urssaf

L'immobilier d'entreprise

Une année en tous points exceptionnelle

Les marchés de l'immobilier d'entreprise de la région lyonnaise affichent en 2018 des résultats exceptionnels.

Sur le marché des bureaux, la demande placée dépasse pour la première fois la barre des 300 000 m², et ce largement : plus de 331 700 m² de bureaux ont été placés en 2018, ce qui confirme Lyon comme la première place française après Paris. Quatre transactions dépassent les 10 000 m² chacune : Engie à Lyon Gerland, EDF à Lyon Part-Dieu et Lyon Gerland, Bobst à Bron. Le secteur de Gerland est particulièrement dynamique, avec 21 % des mètres carrés placés. La part du neuf représente plus de la moitié de la demande placée (54 %). Les perspectives pour 2019 sont positives.

Avec 465 000 m² placés, le marché des locaux d'activité et locaux mixtes bat également tous les records. Il s'affiche en hausse de 18 % en surface par rapport à 2017, année pourtant déjà exceptionnelle. Deux transactions atteignent 30 000 m² et plus : SNCF à Vénissieux et Kingspan Ecodis à Saint-Priest. Deux tendances se confirment en 2018 : la tertiarisation des locaux de production et l'éloignement géographique en deuxième couronne lyonnaise, par manque de foncier. Particularité en 2018, plus d'un quart de la demande placée s'est faite dans le neuf (19 % en 2017).

Le marché de l'immobilier logistique réalise également une belle année, avec 413 200 m² placés. Les professionnels estiment que les résultats pourraient être encore supérieurs si les disponibilités foncières étaient plus importantes. Le

Nord-Isère accueille plus de la moitié des surfaces placées.

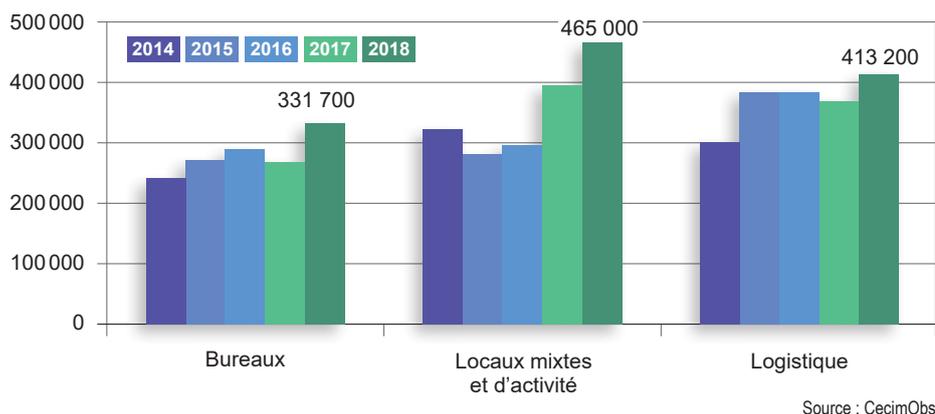
Les investisseurs immobiliers ont à nouveau été au rendez-vous en 2018, avec 1,2 milliards d'euros investis, principalement en bureaux.

Définition

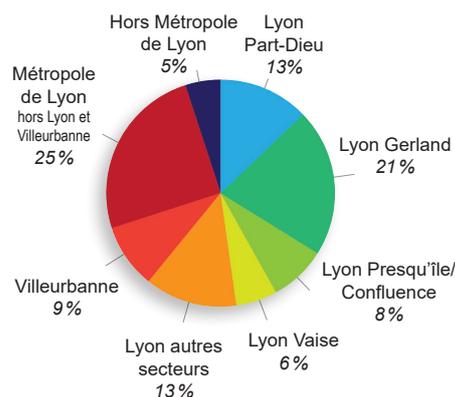
L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise : ventes et locations, ancien ou neuf, à utilisateur ou investisseur, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

Immobilier d'entreprise en région lyonnaise : demande placée (en m²)



Bureaux : répartition de la demande placée en 2018 par secteur géographique

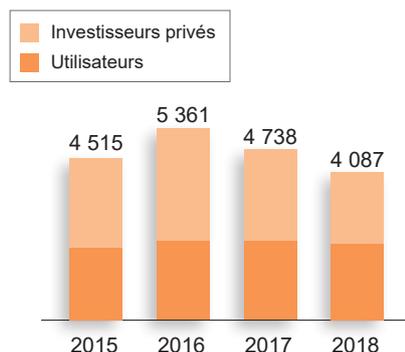


Le logement neuf

Moins d'offres, moins de réservations

En 2018, 4 087 réservations de logements collectifs neufs ont été signées dans la Métropole de Lyon dans le secteur marchand. Ce résultat, en retrait de 14 % par rapport à 2017, est lié principalement au fort recul des réservations de la part des investisseurs, qui achètent pour louer (-23 %), alors que la part des acheteurs occupants se maintient (-2 %). Une partie de cette baisse s'explique par la diminution du nombre de mises en vente et la réduction de l'offre, alors que la demande en logement, elle, est toujours là.

Répartition des réservations en 2018



Définition

L'observatoire du Cecim réalise un suivi de l'ensemble des programmes neufs de logements en cours de commercialisation : mises en vente, stocks, réservations, type d'acquéreur, prix... Seuls les logements collectifs sont ici conservés. Le marché des logements anciens, trop dispersé, n'est pas compris dans cette observation.

Périmètre : Métropole de Lyon

Sélection d'événements concernant les établissements de l'aire urbaine de Lyon et conjoncture sectorielle, du 15 juillet 2018 au 15 janvier 2019

> Santé, sciences de la vie et technologies médicales

Un manque de vigueur en fin d'année

Après plusieurs mois de progression, la production pharmaceutique s'est tout juste maintenue en fin d'année, du fait d'un manque de vigueur des entrées d'ordres et de carnets de commandes à peine corrects. Selon la Banque de France, la production devrait cependant se redresser et les prix des matières premières se réduire.

Lyonbiopôle a présenté en novembre sa feuille de route 2019-2023 pour la phase IV des pôles de compétitivité ; elle vise notamment à accélérer l'innovation et l'internationalisation pour affirmer son leadership national et européen, tout en conservant son ancrage territorial.

Une étude du Leem (Les entreprises du médicament) souligne une baisse de la participation des industriels français aux nouveaux essais cliniques : la France se positionne au 4^e rang européen derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne, avec une présence dans 12% des essais industriels. L'oncologie est l'aire thérapeutique prédominante, avec une participation de la France à 19 % des nouveaux essais industriels mondiaux.

Boehringer Ingelheim ▶

- Inauguration du centre international de R&D à Saint-Priest, avec 200 salariés ; 70 M€ investis. *Santé animale*
- Annonce de la création d'un centre de production à Jonage d'ici 2021 ; 200 M€ investis, une centaine de postes créés. *Vaccins vétérinaires*
- Création d'un accélérateur en santé digitale opéré par 1Kubator, à Lyon Gerland. *Open innovation*

Dermscan ▶

Rachat par Eurofins Scientific, spécialiste des services bio-analytiques. *Ingénierie dermatologique*

GenOway ▶

Alliance stratégique avec Merck et fort développement attendu. *Génétique*

Magnisense ▶

Levée de 5 M€ pour accélérer son développement commercial et sa R&D. *Diagnostics d'urgence*

Novadiscovery ▶

Labellisation French Tech Santé. *Essais cliniques*

Poxel ▶

Ouverture d'une filiale à Tokyo au Japon. *Biopharmacie*

> Mode et textile

Des prévisions prudentes

Selon la Banque de France, l'activité a repris de la vigueur en fin d'année dans l'industrie textile, portée par la demande domestique. Cependant, les carnets de commandes sont jugés un peu justes et les prévisions sont donc prudentes pour le début de l'année. En septembre, le pôle de compétitivité Techtera a annoncé la création du Techtera Fab à Ecully : un tiers lieu qui permettra d'accueillir, d'ici quelques mois, des équipes travaillant sur des innovations dans le domaine des textiles et matériaux souples.

Au niveau national, l'Institut français de la mode (IFM) indique que la consommation en textile et habillement en France devrait terminer l'année 2018 sur un recul de 2,9 %, renouant avec des années de déclin après un léger rebond en 2017 (+0,6 %). Le marché aurait ainsi perdu 15 % en valeur depuis 2008, marqué par une tendance à la déconsommation, et malgré un dynamisme de la vente à distance et de la vente en ligne, au détriment de la vente en magasins.

Début janvier a été signé le contrat stratégique de filière « Mode et luxe ». Il vise notamment, en lien avec Bpifrance, à améliorer la compétitivité des entreprises sous-traitantes en les accompagnant vers l'industrie du futur, à accélérer le développement et le financement des entreprises de mode émergentes et à impulser une dynamique d'économie circulaire (deux démonstrateurs technologiques de recyclage sont prévus).

Brochier Soieries ▶

Ouverture d'un atelier/boutique dans le Grand Hôtel Dieu à Lyon 2^e. *Soieries*

Meubles Grange ▶

Liquidation judiciaire ; 68 salariés à Saint-Symphorien-sur-Coise. *Meubles en bois massif*

> Systèmes de transport

Un marché dynamique, des projets d'innovation

Au niveau régional, la production a marqué le pas au cours de l'automne, après un troisième trimestre bien orienté. Cependant, un net rebond est enregistré en décembre, accompagné d'un renforcement des effectifs. Les prévisions sont favorables, du fait de carnets de commandes particulièrement bien garnis. Mi-novembre, la 4^e édition des Automotive Techdays, organisé par le pôle de compétitivité et cluster CARA, a mis en lumière 35 projets novateurs collaboratifs portés par des entreprises régionales dans les domaines de l'énergie, de la connectivité et de l'allègement des véhicules.

Au niveau national, l'année 2018 est particulièrement positive : hausse des immatriculations de voitures particulières neuves (+3,0 % à 2,17 millions d'unités), de véhicules utilitaires légers neufs (+4,7 % à 459 100 unités) et de véhicules industriels (+7,7 % à 54 300 unités). En novembre, l'Etat a lancé un appel à projets « Innovation et diversification d'entreprises spécialisées dans le diesel », doté de 18 M€, dans le cadre des Projets industriels d'avenir. Il vise à stimuler l'innovation et la diversification vers d'autres secteurs, notamment dans le domaine de la transition écologique et énergétique.

Ehang ▶

Annnonce de la création d'un centre de R&D européen à Lyon pour le groupe chinois ; 50 recrutements prévus.
Drones commerciaux

Renault Trucks ▶

Forte croissance des ventes et lancement d'une gamme de véhicules urbains 100% électriques.
Véhicules industriels

> Construction électrique, mécanique et métallurgie

Un redressement en fin d'année, des perspectives stables

En Auvergne-Rhône-Alpes, les enquêtes de la Banque de France indiquent un redressement de la production en décembre dans la métallurgie ainsi que dans la fabrication d'équipements électriques, soutenu par la demande domestique. Un maintien de l'activité est attendu au début de l'année 2019. La situation est plus incertaine pour la fabrication de machines et équipements, malgré des carnets de commande consistants.

Au niveau national, la croissance de l'activité des industries mécaniques a été régulière au cours de l'année 2018 (+3 % en glissement annuel en décembre), selon la FIM, grâce à l'accroissement de la demande sur le marché domestique et à la bonne tenue des exportations, principalement vers les pays de l'Union européenne (+5,2 %). Les carnets de commande sont pleins pour le premier semestre et les industriels sont confiants.

Carbone Savoie ▶

Accord de flexibilité et modernisation de l'outil de production à Vénissieux et La Léchère (73) ; 15 M€ investis. *Carbone de synthèse*

Folan ▶

Nouvelle usine à Rillieux-la-Pape (4 M€ investis) et ambitieux plan de développement. *Composants télécom*

Maviflex ▶

Rachat par le groupe allemand Hörmann.
Portes souples industrielles

NFM Technologies ▶

Redressement judiciaire et reprise par l'Allemand Mülhäuser ; 80 salariés sur 130 repris. *Tunneliers*

Slycma ▶

Annnonce de la construction d'une usine à Brignais, d'ici 2020 ; 6 M€ investis. *Portes d'ascenseurs*

Techné ▶

Installation de deux filiales franciliennes, H+ Valves et Créat, à Pommiers et modernisation de l'usine de Morancé ; 7 M€ investis. *Joints d'étanchéité*

> Environnement et énergie

Des objectifs ambitieux pour le recyclage

En janvier vient d'être signé le contrat du comité stratégique national de filière « Transformation et valorisation des déchets ». Il s'inscrit dans la lignée des objectifs fixés par la feuille de route sur l'économie circulaire, visant à réduire de moitié la mise en décharge et à tendre vers 100 % de plastiques recyclés à l'horizon 2025. Six projets prioritaires ont été identifiés, dont l'accélération de la croissance et de l'internationalisation des entreprises du secteur et l'accélération de la robotisation des centres de tri.

Au troisième trimestre 2018, la production d'énergie primaire en France s'inscrit en hausse de 2,1 % par rapport au troisième trimestre 2017. La production nucléaire progresse de 1,6 % en glissement annuel, alors que la production d'électricité renouvelable augmente de 10,0 % grâce à l'hydraulique et au photovoltaïque, alors que la progression de l'éolien marque un arrêt.

Hydroquest ▶

Inauguration d'un parc de 4 hydroliennes sur le Rhône à Caluire-et-Cuire ; 1,7 M€ investis. *Energie fluviale*

ITEN ▶

Inauguration de son premier site de production à Dardilly et embauches prévues ; environ 10 M€ investis.
Micro-batteries lithium-ion

RTE ▶

Inauguration du nouveau siège régional à Lyon Gerland (14 000 m², 520 salariés). *Gestion de réseaux électriques*

> Chimie et plasturgie

L'activité moins dynamique en 2018 qu'en 2017

Les industriels de la chimie de la région enregistrent un rebond de leur activité en fin d'année, grâce au redressement de la demande tant domestique qu'étrangère. Selon la Banque de France, les prévisions sont cependant prudentes, avec une stabilité attendue de l'activité. La courant d'affaires dans la plasturgie se situe en retrait mais une progression de l'activité est attendue, du fait de carnets de commandes jugés confortables. En novembre, Allizé-Plasturgie et Allizé-Plasturgie Auvergne-Rhône-Alpes ont emménagé dans un nouveau siège à Lyon 8^e, plus moderne et doté d'une plateforme d'expertise et de fabrication additive.

Au niveau national, France Chimie note en 2018 un retour à un niveau d'activité plus conforme à la tendance longue, après une année 2017 exceptionnelle. L'investissement des entreprises s'affiche cependant en hausse et les exportations sont dynamiques, notamment pour la chimie de spécialités.

Le contrat de filière « Chimie & matériaux » a été signé par l'Etat et les industriels en novembre ; il met l'accent sur les enjeux de transition écologique et numérique pour la filière. Il intègre notamment le programme Accélérateur Chimie, avec 30 PME sélectionnées, et le lancement d'un Accélérateur Plasturgie et Composites.

AC Marca Idéal	▶ Intégration à l'Accélérateur Chimie opéré par Bpifrance. <i>Teintures</i>
Elkem Silicones	▶ Annonce de la création d'un nouveau centre de R&D à Saint-Fons, avec 130 salariés, d'ici 2020 ; 25 M€ investis. <i>Silicones à haute valeur ajoutée</i>
Nemera	▶ Extension du site de La Verpillière (38), 70 recrutements prévus, notamment en R&D. <i>Contenants médicaux</i>
Plastic Omnium	▶ Vente de la filiale Environnement au consortium Latour Capital / Bpifrance, pour 220 M€, dont le centre de R&D de Saint-Priest. <i>Conteneurisation des déchets</i>
Solvay	▶ Annonce de la transformation du centre de recherche de Saint-Fons (500 salariés) en centre d'innovation mondial, d'ici 2023. 40 000 m ² de locaux construits, 100 M€ investis, 500 nouveaux salariés attendus. <i>Chimie</i>

> Bâtiment et travaux publics

Une activité bien orientée

En région lyonnaise, le bâtiment et les travaux publics connaissent depuis deux ans une activité bien orientée. Les tensions sur la main-d'œuvre sont moins fortes même si les difficultés de recrutement persistent. Les prévisions restent globalement favorables, grâce à des carnets de commande toujours bien garnis. Les professionnels du bâtiment se disent cependant inquiets de l'évolution du marché du logement, le nombre de logements mis en construction étant en baisse depuis trois ans.

Au niveau national, l'année 2018 se clôture sur un bon niveau d'activité dans le bâtiment (+2,3 % en volume selon la FFB, après 4,9 % en 2017 et 2,0 % en 2016) et sur un haut niveau des carnets de commandes (environ 6 mois de production, tous métiers et toutes tailles d'entreprises confondus). Cette croissance se traduit par des créations d'emplois (+2,6 % en 2018, soit 30 000 postes créés). Dans les travaux publics, l'activité reste orientée à la hausse (+10,6 % sur un an à fin novembre) portée par les grands projets (Grand Paris Express, plan de relance autoroutier...) et le dynamisme de la commande publique. Les professionnels interrogés par la FNTP estiment leurs carnets de commandes bien remplis : le solde d'opinion correspondant atteint son plus haut niveau depuis onze ans, très supérieur à sa moyenne de longue période.

Groupe Darnault	▶ Nouveau siège à Chaponost regroupant 3 sociétés (dont Diagonale) ; 3 M€ investis. <i>Métallerie et second œuvre</i>
TGL Group	▶ Redressement judiciaire pour Floriot <i>Construction</i>

> Informatique et numérique

Croissance de l'activité et difficultés de recrutement

Le courant d'affaires dans les activités informatiques est toujours soutenu, porté par une demande qui ne faiblit pas. Les perspectives sont également favorables. Les effectifs continuent de se renforcer, malgré les difficultés de recrutement qui restent importantes. Selon le 3^e baromètre de l'Observatoire de l'industrie numérique, il y aurait près de 6 000 postes non pourvus dans la région Auvergne Rhône-Alpes et 71 % des entreprises du numérique rencontreraient des difficultés pour recruter.

Au niveau national, Syntec Numérique confirme les bons résultats et la croissance de l'activité en 2018 (+4,1 %) et envisage sa poursuite en 2019 (+3,9 %). Cette croissance est tirée notamment par le conseil en technologie et l'édition de logiciels (en particulier les logiciels SaaS). Les projets de transformation numérique dits SMACS (social, mobilité, analytique, cloud et sécurité) enregistrent les plus fortes progressions (+ 15,4 % en 2018).

> Tourisme, culture, loisirs

De bons résultats pour la capitale européenne du tourisme durable

L'hôtellerie lyonnaise affiche en 2018 de très belles performances. Le nombre de nuitées est en hausse de 4 % en cumul depuis le début de l'année : depuis le mois de juin, le nombre de nuitées dépasse chaque mois les résultats de 2017. Le taux d'occupation progresse également et s'inscrit à très haut niveau en septembre, octobre et novembre, autour de 79 %. Ces bons résultats sont à mettre en lien avec d'importants événements professionnels à l'automne (salons Pollutec, Blend Web Mix, Autocar Expo...) ainsi qu'avec la très bonne tenue du tourisme urbain de loisir, au fil des week-ends. Les entrées dans les attractions touristiques de la métropole enregistrent une forte augmentation (+8 % en cumul sur l'année).

En novembre, la Métropole de Lyon a reçu le titre de « Capitale européenne du tourisme durable », remis par l'Union européenne. Lyon fait partie des deux villes lauréates, parmi 48 villes candidates, avec Helsinki. Ces deux villes sont récompensées pour leur offre touristique équilibrée et durable, avec des sites accessibles et un patrimoine millénaire préservé.

> Logistique et services de transport

Activité perturbée en fin d'année

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité du transport routier de marchandises rebondit vigoureusement en décembre, après deux mois délicats en raison des mouvements sociaux. L'activité s'est notamment fortement contractée en octobre. Les perspectives restent cependant porteuses pour les semaines à venir.

Au niveau national, la Fédération nationale des transporteurs routiers note une nette baisse de l'activité des entreprises au quatrième trimestre 2018, liée notamment un fort recul dans certains secteurs clients comme l'industrie et la construction, et aux impacts du mouvement des « gilets jaunes ». Pour les prochains mois, les chefs d'entreprise considèrent que la baisse de leur activité se poursuivra et sont extrêmement prudents en matière de recrutement de conducteurs salariés.

Bandai Namco	▶	Annnonce de la construction d'un nouveau siège Europe à Lyon Vaise d'ici 2020. <i>Jeux vidéo</i>
Cosmo Tech	▶	Levée de 18 M€ pour recruter et se développer en Europe. <i>Logiciels d'intelligence augmentée</i>
DCforData	▶	Mise en service d'un datacenter de 4 000 m ² à Lyon 8 ^e ; 20 M€ investis. <i>Infrastructures informatiques</i>
Esker	▶	Inauguration du nouveau siège à Villeurbanne, avec 300 salariés. <i>Dématérialisation de documents</i>
Inova Software	▶	Levée de 6 M€ pour se développer en France et à l'international. <i>Solutions collaboratives pour laboratoires pharmaceutiques</i>
Orange Cyberdéfense	▶	Inauguration du site de Lyon Perrache, avec 200 salariés d'ici 2020. <i>Cybersécurité industrielle</i>
Sentryo	▶	Levée de 10 M€ pour accélérer le développement international. <i>Cybersécurité industrielle</i>
Ubisoft Ivory Tower	▶	Annnonce de l'extension de ses locaux avec 3 000 m ² supplémentaires et 250 recrutements. <i>Jeux vidéo</i>
Yseop	▶	Levée de 3 M€. <i>Intelligence artificielle</i>

Club Med	▶	Transfert de Lyon 6 ^e à Lyon Gerland de la Direction des opérations Europe-Afrique, avec 200 salariés. <i>Villages de vacances</i>
Decitre	▶	Rachat par le groupe Le Furet du Nord. <i>Librairies</i>
Euronews	▶	Ouverture de sa première franchise en Albanie, avec une centaine de journalistes. <i>Télévision</i>
GL Events	▶	Augmentation de capital 107 M€ pour financer son développement en Asie (Chine, Japon). <i>Événementiel</i>
Huttopia	▶	Rénovation du camping de Lyon à Dardilly et création d'un centre de formation ; 3 M€ investis. <i>Campings</i>
Maison Nô	▶	Ouverture d'un hôtel 4 étoiles de 45 chambres à Lyon 2 ^e ; 15 M€ investis. <i>Hôtellerie</i>
MiHotel	▶	Levée de 2,8 M€ pour créer de nouvelles suites connectées ; reprise de la Tour Rose à Lyon 5 ^e . <i>Hébergement touristique</i>
Sepel Eurexpo	▶	Inauguration du Hall 7, portant le site à 140 000 m ² ; 20 M€ investis. <i>Parc des expositions</i>

Relais Colis	▶	Ouverture d'un hub/agence automatisé à Genas ; 20 M€ investis. <i>Messagerie express</i>
SNCF	▶	Annnonce de la construction d'un nouveau centre de formation national à Saint-Priest ; 42 M€ investis. <i>Transport ferroviaire</i>
Toshiba Airconditioning	▶	Nouveau site logistique à Meyzieu. <i>Appareils de chauffage et de climatisation</i>

> Commerce de gros

Le climat des affaires se dégrade

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee en janvier, le climat des affaires se dégrade nettement dans le commerce de gros, au niveau national. L'indicateur qui le synthétise perd cinq points par rapport à la précédente enquête en novembre 2018 et passe au-dessous de sa moyenne de long terme. Les grossistes sont nettement plus nombreux en janvier qu'en novembre à déclarer une baisse de leurs ventes, totales comme avec l'étranger, et se disent plus pessimistes concernant les perspectives générales d'activité du secteur. Les soldes d'opinion concernant les effectifs passés et prévus baissent mais restent au-dessus de leur moyenne de longue période.

- Paredes** ► Nouveau site de stockage de 6 000 m² à Saint-Quentin-Fallavier (38). *Produits d'hygiène professionnels*
- Sonepar** ► Inauguration d'une nouvelle plateforme de 20 000 m² à Saint-Vulbas (01) ; 20 M€ investis. *Matériels électriques*

> Services financiers et assurance

Des activités en profonde transformation

Au niveau local, le deuxième semestre a été marqué par le lancement du cluster Assurances Auvergne-Rhône-Alpes, qui rassemble les principaux acteurs de la filière régionale : assureurs, courtiers, agents généraux, experts d'assurances, instituts de formation... Son principal objectif est de préserver l'attractivité de la deuxième place française de l'assurance, dans un contexte de transformation rapide.

Au niveau national, les transformations du secteur financier sont aussi au cœur des préoccupations. L'ACPR a ainsi publié un document de réflexion sur l'intelligence artificielle et ses enjeux pour le secteur financier. L'Observatoire des métiers de la banque a également conduit une étude sur les nouvelles compétences et la transformation des métiers à horizon 2025, liées aux nouveaux enjeux : le digital, la blockchain, l'intelligence artificielle, l'automatisation des processus, les changements réglementaires...

- 1Kubator** ► Augmentation de capital de 3,6 M€ pour investir dans des start-ups et ouvrir 4 bureaux en France. *Réseau d'incubateurs*
- Apicil** ► Acquisition de OneLife Company au Luxembourg. *Gestion des actifs et du patrimoine*
Lancement d'un fonds d'investissement dédié à l'insurtech, doté de 10 M€
- Opteven** ► Acquisition de Mapfre Warranty France. *Garantie panne mécanique*
- Société générale** ► Annonce du regroupement de la direction régionale et des 5 sites actuels à Lyon Gerland, avec 340 personnes. *Banque*

> Autres services marchands

Une fin d'année moins favorable

En Auvergne-Rhône-Alpes, les activités de services enregistrent une deuxième partie de l'année globalement moins favorable, même si le climat des affaires reste bon et supérieur à la moyenne de long terme. La Banque de France note un raffermissement de la demande dans l'ingénierie et les études techniques et des carnets correctement garnis permettant des prévisions d'activité bien orientées pour les prochaines semaines. En revanche l'activité des agences de travail temporaire s'affiche en retrait au dernier trimestre.

- Bureau Veritas** ► Annonce du regroupement de plusieurs sites lyonnais à Champagne-au-Mont-d'Or au sein d'un « pôle d'excellence ». *Essais, inspection et certification*
- Capio** ► Rachat par Ramsay Générale de Santé
- Ekium** ► Acquisition du Belge Air Consult Engineering, avec une cinquantaine de salariés. *Ingénierie*
- Institut Paul Bocuse** ► Ouverture d'un campus en Russie près de Krasnoïark, à la rentrée 2019. *Formation en arts culinaires et management de la restauration*
- JLL** ► Nouveaux locaux à Lyon Confluence, sur 2 000 m² ; des recrutements prévus. *Conseil en immobilier d'entreprises*

> Commerce de détail

Une diminution des ventes

En France, les ventes du commerce de détail diminuent légèrement au quatrième trimestre 2018. Selon la Banque de France, les plus fortes baisses de chiffre d'affaires portent sur les ventes d'automobiles (-5,0 % par rapport au trimestre précédent) et de matériel de sport (-3,1 %). L'électronique grand public est en revanche en hausse (+2,9 %). Les chefs d'entreprise du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles interrogés par l'Insee en janvier font état d'un climat des affaires mitigé, avec cependant des différences sectorielles. Dans le commerce de détail, le climat des affaires est défavorable : en janvier, l'indicateur qui le synthétise diminue encore pour se situer à 93, son plus bas niveau depuis février 2015. Dans le commerce automobile, le climat des affaires descend à son plus bas niveau depuis octobre 2016 (106) mais demeure au-dessus de la moyenne de longue période (100).

Ceetrus

Présentation du projet de rénovation du centre commercial Porte des Alpes, renommé Yellow Pulse, d'ici 2022 ; 170 M€ investis

Central Autos

Nouvelles concessions Audi et Volkswagen à Saint-Fons. *Automobiles*

Maxi Zoo

Nouveau siège et centre de formation à Vaulx-Milieu (38). *Animalerie*

Saint-Genis 2

Restructuration et extension de la galerie marchande du centre commercial

SAS Meyzieu Distribution

Projet de relocalisation-extension du centre commercial de Meyzieu, avec 37 000 m² de surfaces commerciales sur 17 hectares, d'ici 2024-2025

> Agroalimentaire

Un maintien du niveau de production

Dans la région, les niveaux de commande de production se sont maintenus, malgré une moindre demande en provenance de l'international. La Banque de France précise que les secteurs des boissons et des produits de pâtisserie sont en net repli, avec un impact plus marqué des mouvements sociaux. Malgré des carnets de commande à peine satisfaisants, l'activité devrait s'améliorer dans les prochaines semaines.

Au niveau national, l'Ania souligne que les industries agroalimentaires n'ont pas profité du raffermissement de l'activité industrielle observé à partir de 2017. En 2018, la baisse de la production s'inscrit à -1,2 % en moyenne annuelle, après une stabilité affichée en 2017 et une forte baisse en 2016 (-1,4 %). Tous les secteurs sont concernés par ce recul, à l'exception de la transformation de fruits et légumes.

Bonduelle Frais

Inauguration du nouveau siège France et Europe à Genas, avec 110 salariés. *Salades traiteurs et en sachet*

Lactalis

Inauguration d'une plateforme logistique de 13 000 m² et 100 salariés à Saint-Vulbas (01) ; 40 M€ investis. *Produits laitiers*

Les grands chiffres à retenir

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

894 510 emplois (+1,6 %)

Insee, Rhône, 3^e trimestre 2018

Taux de chômage

8,9 % (-0,5 point)

Métropole de Lyon, 3^e trimestre 2018

Immobilier de bureaux

331 700 m² placés (+23 %)

Cecim, année 2018

*Les évolutions se rapportent
à la même période un an auparavant*

Nous remercions

l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes,
le Cecim,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
l'Insee,
la Métropole de Lyon,
Pôle Emploi,
l'Urssaf et
la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

*Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie
sont l'expression d'un partenariat entre*

la Métropole de Lyon,
la Ville de Lyon,
la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne,
le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CPME,
Pôle Emploi,
l'Aderly,
le Cecim,
Vienne Condrieu Agglomération,
le Pôle métropolitain,
Onlylyon Tourisme et Congrès et
l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise,

en association avec

le Sgar,
l'Insee,
la Banque de France,
l'Urssaf,
la Caisse des Dépôts et Consignations et
la Direccte du Rhône.



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00 - Fax 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org

Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, Bassin de Bourg-en-Bresse, de la Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, du Pays Mornantais, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Tarare, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Opac du Rhône, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Monts d'Or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme

Photo couverture : Les tours de Lyon, Agence d'urbanisme, MP Ruch 2018

ISSN 0753-3454